

Le Citoyen

n° 27

4b, avenue Champollion
21000 DIJON
Tel : 03 80 73 11 15
ISSN 1625-7790

Prix : 1 euro

Journal bimestriel mai / juin 2012 édité par

La Jeunesse Musulmane de France en Bourgogne

Directeur de la publication : Mohamed ATEB

Editorial

La 18^e Journée du Savoir, tenue le 10 juin 2012 au palais des congrès à Dijon, s'est achevée, comme les précédentes, avec beaucoup de succès.

18 années, c'est un score à saluer. 18 années successives de labeur, de sérieux et d'efforts constants au service de la science et de la diffusion du savoir constituent déjà une performance en soi; une performance qui procure respect, mérite une reconnaissance publique et médiatique plus ample.

De mon côté, je tiens à rendre un hommage particulier à toutes ces jeunes filles et tous ces jeunes garçons de la JMFB -tous bénévoles de surcroît- d'avoir fourni autant d'énergie pour faire réussir ces congrès scientifiques devenus, chaque année, un moment incontournable.

Je salue aussi cette mobilisation jamais déçue, aussi bien de la part de toutes ces familles qui s'activent énergiquement avec nous que de la part de ces docteurs, doctorants, ingénieurs et diplômés de toutes les disciplines qui sont ravis et fiers de partager leurs connaissances.

Je salue avec beaucoup d'énergie la participation très active des femmes dans ces journées du savoir et notamment leur participation à la recherche scientifique et technique; dans ce domaine, elles sont 32% des diplômés de la journée du savoir, soit un score plus élevé qu'au niveau européen.

Je leur dis qu'elles ont toute leur place avec nous et je les invite à s'engager plus dans le domaine scientifique en espérant que la société ne se prive pas de leurs compétences en leur créant des barrières idéologiques sans beaucoup d'utilités.

18 années de succès successifs, ont montré la pertinence de cette journée du savoir que nous avons eu l'honneur de fonder, de porter, de supporter et de promouvoir.

Elle s'inscrit dans une vision ambitieuse surtout par rapport à nos moyens, celle de redonner au savoir et aux femmes et aux hommes de science la place qu'ils doivent occuper dans la société.

Elle est conçue pour rendre hommage à tous ces jeunes talents qui ont su se frayer un chemin vers les hauts niveaux de la science; et par là, à motiver les jeunes en amont à retrouver le goût de la réussite et le goût de savoir.

Ces succès de la journée du savoir nous encouragent à élargir sa portée et ses compétences.

Désormais, nos perspectives pour la journée du savoir s'orienteront vers trois directions :
-Forts de la participation de diplômés venant de 17 villes de France et de 23 pays étrangers nous avons à renforcer le rayonnement national et international de la journée du savoir.

-Nous avons à œuvrer à la création d'un prix conséquent annuel pour la meilleure recherche.
-Nous devons aussi développer le «Journal des Sciences» que nous éditons pour publier plus de travaux de recherches.

Pour cela, nous lançons un appel aux autorités compétentes administratives et universitaires, aux chefs d'entreprises et aux donateurs de parrainer ces journées qui sont exclusivement dédiées à la science et à la diffusion du savoir.

Mohamed ATEB

SOMMAIRE

- Editorial p1
- Législatives 2012: entretien avec Laurent Grandguillaume p2
- Entretien avec Laurent Bourguignat p3
- entretien avec Pierre Pribetich p4
- Entretien avec Rémi Delatte p5
- Point de vue: campagnes électorales entre fantasme et réalité p6
- Révolution syrienne vue par l'ONU p6
- Point santé: Don du sang p 7
- Ethique du musulman : politesses du voyage p7
- 18^e JOURNEE DU SAVOIR: article du bien public p8

1^{ère} circonscription de la Côte d'Or

Depuis dimanche 10 juin, la 1^{ère} circonscription de la Côte d'Or vit une situation inédite. Dans cette circonscription traditionnellement de droite, les électeurs ont placé pour la première fois un candidat de gauche en tête à l'issue du 1^{er} tour des législatives. Le second tour se jouera entre Laurent GRANDGUILLAUME avec un score de 39,95% contre le député UMP sortant Bernard DEPIERRE avec 37,65% à l'issue du 1^{er} tour. Laurent GRAND GUILLAUME arrivera-t-il à faire basculer la circonscription à gauche ? Ou Bernard DEPIERRE arrivera-t-il à la maintenir à droite. Les électeurs décideront ce dimanche 17 juin .

Entretien avec Laurent GRAND GUILLAUME candidat socialiste à la 1^{ère} circonscription



Laurent GRANDGUILLAUME

Le Citoyen : D'abord, quel est votre ressenti suite aux résultats de l'élection présidentielle ?

Laurent Grandguillaume : Le 6 mai est une belle réussite et un nouvel espoir nés car avec cette élection on tend à un véritable changement pour les français.

Il y a une volonté de mettre en place une politique ambitieuse pour le logement, emploi, social.

Le Citoyen : Pouvez-vous donner les grands axes de votre projet politique ?

Laurent Grandguillaume :

Il y a 3 priorités.

-La première est l'emploi durable. Sont concernés le quart de jeunes qui est au chômage. Il y a une volonté d'y remédier notamment avec un contrat de génération à mettre en œuvre. Il faut également soutenir l'entreprise et l'industrie qui sont les secteurs créateurs d'emploi.

Et qui sont ainsi des secteurs qui ont besoin de soutien.

-La seconde est l'éducation : l'école a été durement frappée notamment par rapport aux mesures injustes mises en place lors du quinquennat. La priorité est de permettre aux écoles d'avoir les moyens financiers afin de tendre à une meilleure éducation. Mettre fins aux fermetures de classe ce qui est également un moyen de rendre effective l'égalité des chances.

-Enfin, la troisième priorité est le logement. Au plan local, cette volonté se concrétise par le souhait de mettre en place une politique ambitieuse.

Le Citoyen: politique ambitieuse

Laurent Grandguillaume :

Par politique ambitieuse, j'entends une volonté d'agir dans le sens de la justice. Cette politique s'appuie sur l'innovation, le rassemblement, afin d'éviter les divisions. C'est une volonté de redresser le pays dans « la justice et non dans l'injustice ».

Le Citoyen : Les citoyens musulmans se sont sentis stigmatisés dans certains débats politiques. Peut-on les rassurer ?

Laurent Grandguillaume : Je répondrais par le principe de laïcité qui est la liberté de conscience, liberté qui permet la

liberté individuelle. Le citoyen musulman doit comme tout citoyen pouvoir débattre par rapport aux enjeux politiques, il doit s'investir dans la république. Cet investissement se devra d'être encore plus grand pour une république apaisée. Quelque soit sa conviction personnel, charge au citoyen de s'investir dans le débat.

C'est vrai qu'il y a eu beaucoup de stigmatisation jusqu'à présent, ce qui n'est pas normal. Il faut que chacun puisse s'investir et être respecté. Dans la sphère publique, chaque citoyen à son espace de dialogue.

Le citoyen : Que dire aux citoyens musulmans pour les encourager à voter ce dimanche?

Laurent Grandguillaume : En leur disant simplement qu'ils sont citoyens et qu'ils ont le droit de voter et le devoir de voter pour une république sociale, laïque, indivisible et apaisée.

Quelques soient les différences, le but est commun. On se retrouve tous dans cet espace commun quelles que soient les convictions personnelles de chacun. Il faut surtout se rassembler, se retrouver autour de l'essentiel, autour de l'humain, autour de la République.

Propos recueillis par LAMYA



Laurent BOURGUIGNAT

Le Citoyen : Quel est votre ressenti par rapport aux résultats des présidentielles ?

Laurent BOURGUIGNAT : Une grande déception pour la France. Ceci n'est pas une attaque contre M. Hollande mais une attaque contre son projet. Notamment en matière de dépenses publiques. Je ne souhaite pas que la France se retrouve dans une situation similaire à celle de la Grèce ou de l'Espagne. Or avec les projets du Président de la République, on tend à une explosion des dépenses publiques et donc à une augmentation du déficit.

Le Citoyen : Quels sont les grands axes de votre projet politique ?

Laurent BOURGUIGNAT : Notre projet porte sur neuf engagements. Je vous en développerais trois axes :

-l'emploi parallèlement au chômage qui est de l'ordre de 10%. Il faut lutter contre le chômage en offrant un meilleur accompagnement aux demandeurs d'emploi. Il faut en outre adapter la formation de l'enseignement supérieur à la réalité de l'emploi.

-le pouvoir d'achat est un point important. La vie est chère. Il y a un accroissement des personnes qui rencontrent de plus en plus de difficultés financières. Il faut pour y remédier maîtriser le coût des énergies telles que l'électricité. Il faut enfin refuser toute augmentation des impôts.

-l'école. La formation des enfants doit connaître des investissements à long terme. Notamment en matière de soutien scolaire personnalisé et ce dès le plus jeune âge (CP voire maternelle).

Le citoyen : les musulmans se sont sentis visés dans les débats politiques de la campagne électorale. Comment les rassurer ?

Laurent BOURGUIGNAT : Je ne peux pas parler de citoyen musulman mais de citoyen de la République.

Le droit de vote est un devoir. 4 électeurs sur 10 n'ont pas voté au premier tour.

Il faut diffuser un message de respect mais je ne peux avoir de projets pour chaque branche de la population. La République est laïque, elle respecte tous les citoyens.

Le citoyen : Que pensez-vous des propos tenus lors de la campagne présidentielle, qui visaient directement les musulmans ?

Laurent BOURGUIGNAT : Le débat présidentiel s'est porté sur des questions économiques et sociales. Je ne vois pas de quoi vous parlez en termes de « propos stigmatisant ». Cependant, il est vrai que tout propos discriminatoire est à condamner quand il mène à la stigmatisation. La République est forte, se doit d'être rassemblée et d'être tolérante.

Propos recueillis par Lamya



Moi passif?

JAMAIS.

BOUGEZ-VOTEZ

« LEGISLATIVES 2012 »

**Pour permettre aux jeunes
d'aller voter dimanche 17 juin,**

La Jeunesse Musulmane de France en Bourgogne

JMFB

**reporte son 18^e Tournoi de FOOT prévu le 17 juin
pour une date ultérieure.**

2^{ème} circonscription de la Côte d'Or

Dans la 2ème circonscription, le second tour se jouera entre Rémi DELATTE député sortant candidat UMP avec 37,29% au 1er tour et Pierre PRIBETICH candidat socialiste avec 34,96% au premier tour. Le Duel s'annonce serré.

Entretien avec Pierre PRIBETICH candidat socialiste à la 2ème circonscription



Pierre PRIBETICH

Le citoyen : Quel est votre ressenti par rapport aux résultats obtenus à l'élection présidentielle ?

Pierre PRIBETICH : Un ressenti simple. En première partie nous avons vécu une campagne classique. Or l'entre deux tours a été très frontal notamment par rapport aux choix du candidat sortant pour récupérer les voix du front national.

Le citoyen : Pouvez-vous nous donner certains grands axes de votre projet politique ?

Pierre PRIBETICH :

Il y a 4 grands axes qui sont à développer ici.

-Le premier est d'essayer de développer une politique pour redresser la France
-Le second est de rétablir la justice qu'elle soit fiscale, sociale, ceci en vue de réduire inégalités et discrimination.

Il faut en outre redonner un espoir aux jeunes générations.

Enfin, il faut rétablir une république qui soit exemplaire.

Le citoyen : Quels seraient vos moyens pour y parvenir ?

Pierre PRIBETICH : Ce serait la stricte séparation des pouvoirs : des parlementaires indépendants, un pouvoir judiciaire autonome et un comportement éthique des élus.

Le citoyen : Les citoyens musulmans deviennent la cible facile dans des certains débats politiques. Ils ne demandent qu'à être rassurés ; comment peut-on les encourager à voter ?

Pierre PRIBETICH : Il est vrai que dans les faits on constate une « stigmatisation du monde musulman » que l'on traite comme étant responsable des grandes difficultés sociétales, sociales. Que l'on dit responsable de la perte des emplois,... La république exemplaire doit faire en sorte que chacun soit respecté, il y a une volonté d'apaiser la situation.

Il faut mettre fin à cette stigmatisation. Pour ce faire, il faut donner les moyens au président de la république d'agir via une majorité parlementaire. Il faut sortir de cette période de stigmatisation qui est anti républicaine. Il faut retrouver une dimension humaine.

En outre, il faut bannir les discriminations notamment les

discriminations à l'embauche. Il faut rétablir une république qui soit respectueuse de chacun.

Le citoyen : quels sont vos moyens ?

Pierre PRIBETICH : Il faut tout d'abord une majorité parlementaire qui permettra de tendre à une république apaisée. Et il faut bien entendu faire cesser ces discriminations. Il faut réprimer les abus. Définir un cadre de vie, voter dimanche pour envoyer le maximum de parlementaires qui permettront au président d'agir.

Le citoyen : « réprimer les abus » ?

Pierre PRIBETICH : Il faut, d'abord, définir un cadre de vie ; un cadre de vie pour que chacun soit respecté à tous les niveaux ce qui permettra de rétablir une république apaisée.

Un cadre législatif serait la solution. Non pas une législation en réponse aux faits divers, mais une législation qui définisse ce cadre.

Il y aura des lois édictées en concertation avec les partenaires pour définir les règles, afin que celles-ci ne soient pas interprétées comme étant offensives.

Il faut mettre fin à cette « atmosphère anxiogène ».

Lamyae



Rémi DELATTE

Le citoyen : Quel est votre regard sur le résultat de l'élection présidentielle ?

Rémi DELATTE : Les français ont fait un choix qui est différent de celui que j'aurais souhaité. Je note cependant le modeste écart entre les deux scores. Il faut prendre en compte le projet des électeurs. Celui-ci s'est exprimé par une forte abstention et de nombreuses voix données aux extrêmes (de droite comme de gauche). C'est ce qui doit nous préoccuper.

Le citoyen : Quelques axes de votre projet politique ?

Rémi DELATTE : D'une part, il faut être vigilant par rapport aux dépenses publiques. Il faut retrouver un équilibre budgétaire, réduire les dépenses pour parvenir à une réduction de la dette. Ceci aussi dans le but de garder une crédibilité au niveau européen.

En outre, il faut poursuivre le travail de réforme engagé depuis 2007. Notamment par rapport à ce monde nouveau dans lequel nous nous trouvons à l'air de la mondialisation. Il faut établir une lutte sur le plan économique, sur l'emploi qui devra être créé. Pour ce faire, il faut une économie plus saine, il faut réduire les charges des entreprises, augmenter les richesses ceci afin

d'accroître la croissance et créer de l'emploi. L'emploi contrairement à ce qu'entend F. Hollande se fera à travers la création de richesse, d'activité.

Enfin, il faut continuer de protéger les français notamment du point de vue de la protection sociale. Chacun doit continuer d'être accompagné en cas de maladie, handicap, chômage,... il faut maintenir une solidarité entre les citoyens. Ce système de protection sociale est la fierté de la France.

En outre, l'enjeu local est de s'assurer que l'aménagement du territoire soit un équilibre entre l'urbain et le péri urbain.

Il y a ainsi 3 dimensions pour l'urbanisme, trois dimensions qui doivent être équilibrées :

-logement : besoin important même si il y a eu une hausse du nombre de construction ces dernières années.

-l'emploi en terme de collectivité économique. Il faut pouvoir être en mesure de développer les petites, les moyennes et les grandes entreprises, bien qu'il y ait une majorité de PME.

L'urbain ne doit pas s'accaparer toutes les activités économique. Je suis fier de ma circonscription où des villes comme Auxonne, Fontaine... ont accueillis des entreprises pérennes.

La troisième dimension est la qualité de vie notamment par rapport à l'espace agricole. L'aménagement du territoire est un point important. Notamment en matière de très haut débit. Ces points ont pour objectifs de créer un cadre de vie prospère.

Le citoyen : la stigmatisation des musulmans lors les débats,

qu'en pensez-vous ?

Rémi DELATTE : Je citerai l'exemple des grésilles qui est un quartier important dans ma circonscription. J'y ai effectué un travail de proximité, d'écoute pendant 5 ans. Ce travail repose sur la confiance, l'amitié. Je n'ai pas l'impression que le débat politique stigmatise cette population. La France à une culture d'ouverture de la France qui peut donner place à cette population.

Le citoyen : ma question concerne les citoyens musulmans.

Rémi DELATTE : Il y a une responsabilité du politique de veiller à lutter contre les stigmatisations. Au grésilles, il y a de nombreux français issus de l'immigration mais qui se considèrent comme étant français et voulant être reconnu comme tel. Des personnes qui vont à l'école, qui pratiquent des sports,... ils ont les mêmes droits que tout citoyen français ainsi que des devoirs.

« Je ne pense pas que la majorité des musulmans se sentent montré du doigt » ceci est garanti pas le principe de laïcité de la République. Ce sont des citoyens qui comme tout citoyen se doit de respecter le pacte républicain. Ce qui vaut pour les musulmans vaut pour toutes les religions. A force de vouloir laisser penser qu'il y a une stigmatisation, on va la créer et créer un environnement hostile

Le citoyen : En clair, pour vous il n'y a pas eu de stigmatisation ?

Rémi DELATTE : Dans mes propos et dans mon comportement jamais.

Point de vue :

CAMPAGNES ELECTORALES : ENTRE FANTASME ET REALITE

Les présidentielles 2012 nous ont, une fois de plus, permis de nous rendre compte à quel point est entretenu dans notre société une représentation viciée d'une partie de nos concitoyens d'origine étrangère.

Cette représentation viciée n'est presque plus contestée aujourd'hui et sert même les intérêts d'une partie du monde politico-médiatique.

Ces derniers comptent d'ailleurs bien continuer à surfer cette vague boueuse qui ne draine que clichés et préjugés mensongers.

Leur tâche est aujourd'hui d'autant plus aisée qu'ils commencent à voir porter le fruit de leurs efforts. En effet, cette perception fantasmée est si profondément ancrée dans l'inconscient général que même les territoires quasiment dépourvus de population immigrée ont voté de manière non négligeable pour la candidate d'extrême droite.

Ce paradoxe s'explique par le rôle de la télévision qui, dans certains endroits ruraux, est la seule source d'information.

Malheureusement beaucoup de nos concitoyens prennent pour argent comptant ce qui leur est servi par les médias, qui, sans avoir nécessairement des visées politiques, s'acharnent, pour certains, à jouer sur les peurs pour augmenter leur part de marché.

Il est à noter que ce vote extrémiste n'est pas que rural mais également péri-urbain et présent dans les territoires minés par la désindustrialisation.

La caractéristique commune est ici la détresse sociale mêlée au sentiment d'abandon de la part de l'État : « quand cela ne va pas bien pour nous, on envie l'autre, on envie notre voisin, on a l'impression que ça va bien pour lui et on trouve cela d'autant plus injuste si il est différent, si son histoire est différente ».

Cette représentation erronée d'une partie de la société n'a pu se répandre aussi facilement que dans la mesure où elle était très utile : d'une part, elle permet de focaliser toute l'attention sur l'étranger et donc de faire oublier le temps d'une élection le manque de solutions proposées par les responsables politiques pour résoudre les nombreux problèmes auxquels doit faire face notre société.

D'autre part, elle désigne un adversaire à l'ensemble de la classe politique. D'un côté, les partisans de cette vision qui tiennent pour responsable des maux de la nation une partie de nos concitoyens du fait de leur origine. Et d'un autre côté, certains partis bien heureux de pouvoir exister par l'opposition aux partis extrémistes mais sans vraiment dénoncer cette vision sur le fond et sans combattre au quotidien les conséquences réelles de cette représentation (discriminations au travail...)

Un autre fait notable est que les artisans de cette vision ont su la faire évoluer avec le temps. En effet, les discours ont mués de l'étranger du fait de son origine étrangère vers l'étranger du fait de ses croyances.

Ainsi l'étranger est maintenant clairement musulman et il ne peut en être autrement, en tout cas dans l'inconscient général. Et inversement certains ont du mal à concevoir qu'un musulman puisse être français, aimé la France, son pays et y apporter sa contribution positive.

Nous pouvons alors aisément comprendre qu'une majorité des citoyens victimes de cette représentation, nagent au quotidien dans cette vague de boue. Et si parfois quelqu'un coule par épuisement ou parce qu'un autre lui a appuyé sur la tête, nous comptons sur votre solidarité pour aller le repêcher et l'amener au rivage.

Hatim

Révolution Syrienne vue par la communauté internationale

Voilà près de deux mois que le cessez-le-feu en Syrie est entré en vigueur, conséquence directe de l'ultimatum fixé par Koffi Annan, (émissaire de l'ONU). Mais depuis cet accord entre l'ONU et Bachar al Assad, ce cessez-le-feu a presque quotidiennement été violé.

Si le régime est déterminé à mettre fin à la révolte syrienne depuis environ une quinzaine de mois, l'opposition aussi : elle ne cesse de demander de l'aide à la communauté internationale afin d'être équipé d'armes sophistiquées nécessaires pour mettre fin au régime de Bachar al Assad.

En tout, d'après l'OSDH (Observatoire syrien des droits de l'Homme), près de 13 400 personnes ont trouvé la mort durant ces 15 mois de révolte.

Que peut alors faire l'ONU ?

Très récemment, la Russie, alliée de Damas, a annoncé qu'un recours à la force était inenvisageable. En apposant son veto, la Russie empêche ainsi le Conseil de sécurité d'intervenir militairement en Syrie. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a même ajouté qu'une « intervention de l'ONU en Syrie serait catastrophique »

Le reste des pays membres de l'ONU tentent d'intervenir par la force.

Le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen a considéré que l'échec du Conseil de sécurité à parvenir à un accord sur le problème syrien était « une grave erreur ». Il estime que la Russie aurait pu jouer un rôle clef pour arriver à la paix en Syrie, tout en ayant déclaré qu'une intervention militaire étrangère en Syrie ne serait pas « la bonne voie ».

Rappelons alors que le CNS (conseil national syrien), désignera pour une période de 3 mois un kurde indépendant, Abdel Basset Sayda, afin que l'opposition puisse s'exprimer d'une seule voix face à la communauté internationale.

Souhila

POINT SANTE : DON DU SANG

La journée mondiale des donneurs de sang, le 14 juin, nous permet de nous rappeler que chaque année, 50 000 malades sont transfusés en France. C'est également l'occasion de nous rappeler que le don de sang est un besoin important, vital. Il s'agit d'une priorité de santé publique.



Dr Fatima EL IDRISSE

Malgré les progrès de la science, il n'existe pas aujourd'hui de produits capables de se substituer au sang humain.

96% de la population française considère que le don du sang est un acte utile qui peut sauver des vies. Mais seulement 4% de la population en âge de donner effectue ce geste citoyen et fraternel, soit 1,7 millions sur 38 millions en 2008.

Les besoins en produits sanguins sont de plus en plus importants puisqu'ils progressent en moyenne de 5% par an et il faut aujourd'hui 9 200 dons par jour pour répondre aux besoins des malades.

Les professionnels de santé, prescripteurs de transfusion, n'hésitent plus à y avoir recours pour traiter les malades et leur assurer un meilleur confort de vie.

Parmi les principales conditions pour donner son sang :

- Les donneurs peuvent effectuer un don de sang total de 18 à 70 ans révolus, ce qui devrait engendrer entre 40 000 et 80000 dons de plus par an.

- Chaque année, ils peuvent donner jusqu'à :

- 6 fois pour les hommes et 4 fois pour les femmes pour un don de sang total,

- 12 fois pour un don de plaquettes, en respectant un intervalle de 4 semaines avec un autre don,

- 24 fois pour un don de plasma, en respectant un intervalle de 2 semaines avec un autre don.

- Le volume sanguin prélevé dépend désormais du poids du donneur et peut aller jusqu'à 750 ml. Les personnes de moins de 50 kilos ne peuvent pas donner leur sang.

- La contre-indication au don des personnes atteintes d'hémochromatose génétique (surcharge en fer de l'organisme) est levée.

Il existe quelques contre-indications temporaires à retenir avec des situations où il faut attendre pour donner son sang :

- Traitement par antibiotiques : 7 jours

- Épisode infectieux (grippe, gastro-entérite) : 14 jours

- Voyage dans un pays touché par le paludisme : 4 mois

- Intervention chirurgicale : 4 mois.

Du point de vue musulman, Le Prophète (PBSL) a dit : « Il y a une récompense de Dieu pour l'aide de tout être vivant ». Le don d'organe pendant la vie est autorisé à condition que cela ne nuise ni au donneur ni à ses ayants-droits :

Un individu n'a pas le droit de donner un organe unique (cœur, tout le foie). Un individu n'a pas le droit de donner un organe apparent tel que l'œil, la main, le pied...

Il n'y a pas de différence entre musulman et non-musulman car l'Homme est respecté pour son humanité.

De plus, le don du sang répond aux critères suivants :

La préservation de la vie qui est une des cinq priorités de l'Islam (la foi, la vie, la raison, l'intégrité du corps, la descendance) :

Coran S5 V32 : « ...Celui qui sauve une vie, c'est comme s'il avait sauvé toute l'humanité... ».

Le sang est tissu qui se reconstitue donc il n'y a de pas de préjudice pour le donneur.

Dr Fatima EL IDRISSE

Source : EFS Etablissement Français du Sang

Ethique du musulman

Nous voici arrivés aux grandes vacances d'été et peut être vous allez partir bientôt dans des voyages biens mérités.

Quelles sont les politesses à observer pendant cette période?

-Le jour du départ : choisir si c'est possible un jeudi, c'est en effet le jour préféré du Prophète pour sortir.

-Prendre soin de dire au revoir aux amis et proches; demander leur pardon pour tout. On ne sait jamais !

-Avant de partir faire 2 raka's en lisant «Al-Kafiroun» dans la 1^{ère} et «Al ikhlas» dans la 2^{ème}.

-Après quoi, demander à Allah l'aide et la réussite du voyage et des autres affaires.

-Etre présentable dans sa tenue et sa façon d'être avec les autres afin de donner aux gens une belle image de l'Islam.

-Choisir des compagnons de voyage vertueux, ceux qui aiment le Bien et désavouent le mal, qui sont là à rappeler si on oublie et pour aider si on faiblit.

-Sur la route lutter contre le mal et donner de bons conseils.

-Raccourcir à 2 les prières de 4 raka'as.

Une fois arrivé à destination :

-faire des visites aux proches et aux plus éloignés aussi.

-respecter les mœurs de la destination et ne jamais se comporter avec arrogance.

-programmer avec ses enfants les prières dans les mosquées, lecture du Coran et évocations.

-savoir qu'en matière de religion il n'y a pas de congé.

-que la devise soit tout au long du voyage : «Avoir pitié de soi, en respectant les limites d'Allah ». Et Bon voyage à tous.

L'Imam Mohamed ATEB

La 18^e édition de la Journée du Savoir a eu lieu dimanche au palais des Congrès. Les talents musulmans récompensés à Dijon

Pour la 18^e année consécutive, la Journée du Savoir s'est déroulée à Dijon. L'occasion de mettre en avant les talents musulmans, du plus jeune âge jusqu'à l'université. Reportage.

« **L**a société a besoin du savoir pour la paix sociale », déclare Mohamed Ateb, président de la Jeunesse musulmane de France en Bourgogne (JMFB) et de l'association Journées du Savoir.

Dimanche, la 18^e édition de la Journée du Savoir a réuni environ 1 000 personnes au palais des Congrès de Dijon. L'événement, « unique en France et en Europe », comme tient à le préciser Mohamed Ateb, récompense les talents musulmans, des petits CP, qui obtiennent de très bonnes moyennes générales, aux doctorants qui ont présenté une recherche scientifique.

Plus de 60 personnes récompensées

Ainsi, plus de 60 personnes, du plus jeune âge jusqu'à plus de 30 ans, ont reçu un prix. Au plus haut niveau, toutes les disciplines sont représentées, des mathématiques au sport en passant par la physique, la chimie, la sociologie, la biologie, le droit, la santé publique, les langues ou



En haut, les personnes diplômées dimanche dernier. En bas, une partie du public, venu nombreux encore cette année. Photos LBP

encore les sciences de l'éducation. « Cette journée constitue une reconnaissance sociale », estime le président de la JMFB. « Ce sont des réussites indivi-

duelles que nous voulons rendre collectives », ajoute-t-il. « Ces réussites nous honorent. C'est l'éducation par l'exemple. Nous voulons redonner le goût de

réussir et le goût de la science. » Et Mohamed Ateb d'ajouter : « Il ne faut jamais reculer devant les difficultés. Par cette journée, nous voulons améliorer l'image des musulmans, qui sont malheureusement encore trop souvent stigmatisés. » L'événement permet aussi aux doctorants de rencontrer un certain nombre de chefs d'entreprise.

rences, ou encore la remise des prix, les participants ne sont pas uniquement originaires de Dijon et de sa région. « Dix-sept villes françaises y ont participé », précise Mohamed Ateb. « L'ambiance est familiale, fraternelle, conviviale et chaleureuse », conclut-il.

VINCENT LINDENEHER

→ Trois doctorants ont reçu un prix spécial pour leurs présentations (lire ci-contre) : Khaled Saimouaa (sport), Myriam Lamrani (biochimie) et Ibrahim El Mansouri (physique). Après la consultation d'un comité scientifique composé d'une dizaine de personnes, ces trois personnes ont été nommées et ont notamment reçu un chèque d'encouragement d'une valeur de 200 euros.

Ils ont reçu un prix spécial pour leurs présentations



KHALED SAIMOUAA
32 ANS

Doctorant (sport)

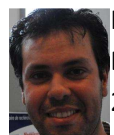
« **Mettre en valeur les chercheurs musulmans** »
« C'est la troisième année que je participe à la Journée du Savoir, organisée par la Jeunesse musulmane de France en Bourgogne. Cet événement met en valeur les chercheurs musulmans en France. Cela montre les aspects positifs de notre catégorisation sociale. »



MYRIAM LAMRANI
28 ANS

Doctorante (biochimie)

« **Motiver les jeunes à poursuivre leurs études** »
« Cette Journée du Savoir permet d'informer les gens, de donner des explications sur les recherches scientifiques et de motiver les jeunes à poursuivre dans leurs études. Lors de cette journée, tout le monde est intéressé pour les différents sujets de recherche, ce qui est très motivant. »



IBRAHIM EL MANSOURI
29 ANS

Doctorant (physique)

« **Des échanges culturels entre les doctorants** »
« Cette journée permet notamment des échanges culturels entre les doctorants. Cela nous permet de montrer ce que nous faisons, ceci dans beaucoup de disciplines différentes. Pour moi, c'est une fierté d'y participer. Cela montre qu'en tant que musulman, je peux être utile. »

Des participants pas seulement de Dijon

Lors de cette journée composée de rencontres avec les futurs diplômés, un grand déjeuner multi-culturel avec plus de 500 personnes, une exposition des posters des travaux de recherche, des chants musulmans, des confé-